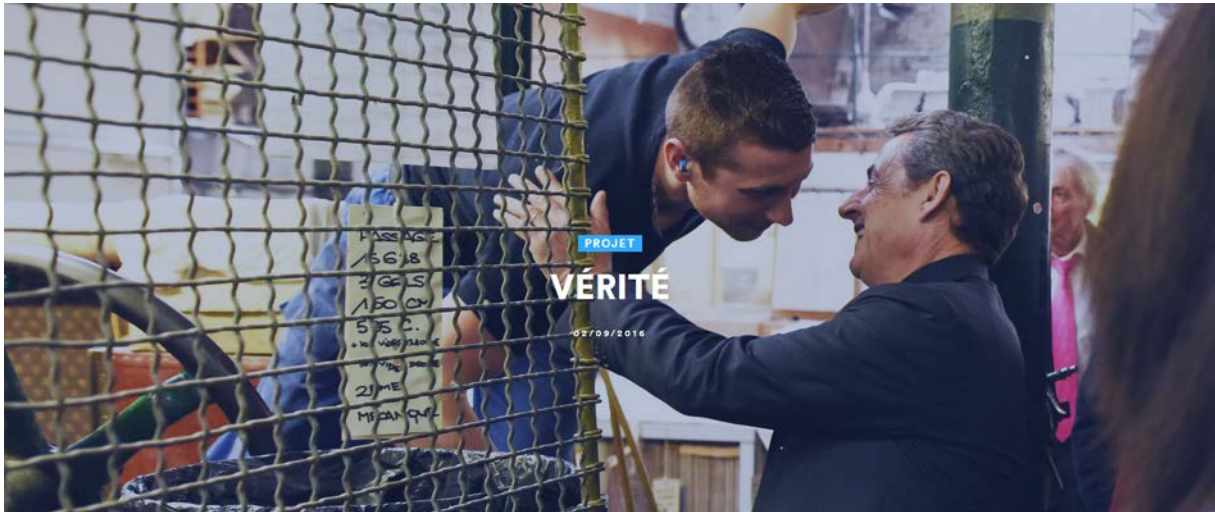


Tout pour
la **France**



Il faut tout dire avant, pour être certain de pouvoir tout faire ensuite pour redresser la France

TRAVAIL

Rétablissement des heures supplémentaires défiscalisées, qui avaient bénéficié à 9 millions de travailleurs.

POUR LE RÉTABLISSEMENT DES HEURES SUPPLÉMENTAIRES DÉFISCALISÉES

La France doit enclencher à nouveau le cycle qui permettra à celui qui travaille davantage de gagner plus. Sortir de la logique de la réduction du temps de travail, c'est relancer l'économie française et redonner à notre pays des marges de compétitivité. Les heures supplémentaires défiscalisées profiteront à nouveau à des millions de ménages.

Prénom	Nom
adresse e-mail	
Code postal	JE SIGNE !

Sortir des 35 heures en laissant chaque entreprise négocier le temps de travail, en posant deux conditions

- Obtenir l'accord des salariés, y compris par voie de référendum d'entreprises en cas de blocage avec les représentants syndicaux ;
- La rémunération : 35 heures payées 35, 36 heures payées 36, etc.

Refonder le dialogue social dans les entreprises

- Mettre fin au monopole syndical au 1er tour des élections professionnelles.
- Faire de l'accord d'entreprise le niveau privilégié de discussion et d'adoption des normes.

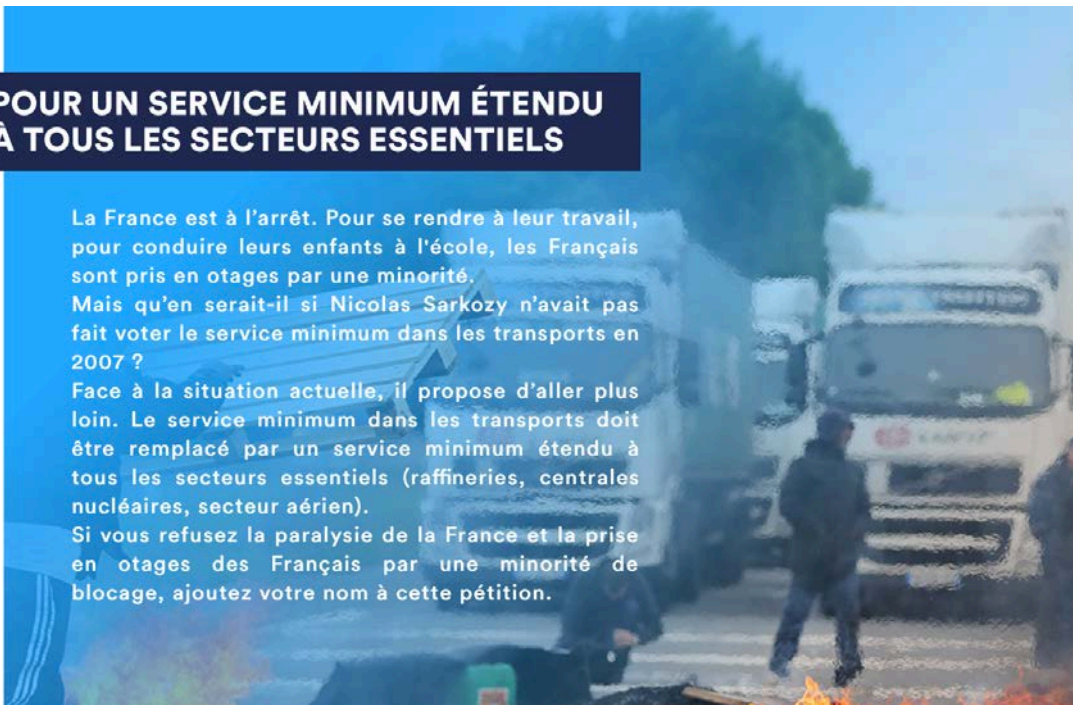
Étendre le service minimum aux autres secteurs stratégiques du secteur aérien et de l'énergie

POUR UN SERVICE MINIMUM ÉTENDU À TOUS LES SECTEURS ESSENTIELS

La France est à l'arrêt. Pour se rendre à leur travail, pour conduire leurs enfants à l'école, les Français sont pris en otages par une minorité. Mais qu'en serait-il si Nicolas Sarkozy n'avait pas fait voter le service minimum dans les transports en 2007 ?

Face à la situation actuelle, il propose d'aller plus loin. Le service minimum dans les transports doit être remplacé par un service minimum étendu à tous les secteurs essentiels (raffineries, centrales nucléaires, secteur aérien).

Si vous refusez la paralysie de la France et la prise en otages des Français par une minorité de blocage, ajoutez votre nom à cette pétition.



RETRAITE

Porter à 63 ans en 2020 l'âge de départ à la retraite, puis à 64 ans en 2025 pour garantir la pérennité de notre système de retraite par répartition

Solidarité

Reprise en main par l'Etat du pilotage de l'UNEDIC et instauration d'une dégressivité des allocations chômage

- Baisse de 20% des allocations chômage à partir du 12ème mois, puis à nouveau de 20% à partir du 18ème.
- Suspension des allocations chômage pour tout demandeur d'emploi refusant des offres raisonnables d'emploi, correspondant à son profil.



Création d'une allocation sociale unique tournée vers l'emploi

- Fusionner les aides existantes : le RSA, l'aide au logement et la prime d'activité.
- Plafonner à 75% du SMIC l'allocation sociale unique.

AUTORITES ADMINISTRATIVES INDEPENDANTES

Réduction du nombre d'autorités administratives indépendantes

FONCTION PUBLIQUE

Rémunérer à la performance les agents de la fonction publique et récompenser le mérite des agents de la fonction publique

Augmenter le temps de travail dans la fonction publique d'Etat

- Passage à 37 heures, payées 37.

Réduction de 300 000 emplois au moins en 5 ans, exception faite des forces de sécurité

Remettre de l'équité entre le régime public et le régime privé

- Introduire deux jours de carences dans la fonction publique en cas d'arrêt maladie.
- Aligner les règles de calcul des retraites sur le régime général.
- Mettre un terme aux régimes spéciaux de retraites dans les entreprises publiques.

POUR LA PARITÉ ENTRE LES TRAVAILLEURS PUBLICS ET LES TRAVAILLEURS PRIVÉS

Dans le contexte actuel, notre pays ne peut pas rester ancré dans un système inéquitable. La France a besoin d'une baisse de la dépense publique alliée à une hausse de la compétitivité. Le temps de travail doit passer à 37 heures hebdomadaires, payées 37 heures, afin d'améliorer la compétitivité. Les règles de retraite public-privé doivent converger et les régimes spéciaux doivent être supprimés.

Faire de l'administration l'exécuteur des décisions politiques

- Nommer la trentaine de principaux directeurs d'administration en accord avec la politique de la nouvelle majorité sortie des urnes.

REFORME DU PARLEMENT ET DU CUMUL DES MANDATS

Réduction d'un tiers du nombre de parlementaires

Permettre le cumul d'un mandat national avec un mandat exécutif local